

## Cap-Vert

L'économie du Cap-Vert a souffert d'une baisse substantielle des investissements en provenance de l'étranger dans le sillage de la crise mondiale. Mais la croissance a été soutenue par de grands investissements dans les infrastructures publiques, pour s'élever au rythme de 5.3 % en 2010 contre 3.6 % en 2009.

Le pays est confronté à un double défi : il doit à la fois poursuivre la diversification de son économie et se préparer à une hausse imminente des dépenses sociales entraînée par la réduction de l'aide étrangère.

L'archipel se tourne résolument vers ses partenaires économiques pour articuler au mieux la coopération au développement avec les grands projets d'investissements.

L'économie du Cap-Vert a montré des signes de reprise après l'impact de la crise financière mondiale : en 2010, son produit intérieur brut (PIB) a progressé de 5.3 % (estimation) contre 3.6 % en 2009. En 2010, le tourisme et le transport aérien se sont redressés, et le programme d'investissements publics (PIP) a soutenu massivement l'économie. Cependant, les investissements directs étrangers (IDE) et les apports des capitaux correspondants dans les projets de construction ont continué à diminuer. Pour 2011, les perspectives demeurent incertaines, car les investissements émanent majoritairement de l'Union européenne (UE), où la croissance s'est ralentie. Les transferts des Capverdiens de l'étranger sont cependant restés relativement stables en 2010 après une légère baisse de 2.2 % en 2009.

Le taux d'inflation s'est réduit à 2.1 % en 2010 contre 6.7 % en 2008, grâce notamment à l'ancrage de l'escudo (CVE) à l'euro (EUR) et à la prise en compte dans le calcul de l'inflation des marchandises importées et de la main d'œuvre employée dans le cadre du PIP. L'inflation devrait croître légèrement en 2011 du fait de l'augmentation des matières premières et des prix des carburants, ainsi que de la lenteur de la reprise du secteur privé.

Le gouvernement a mis en place une stratégie de développement ambitieuse s'appuyant à la fois sur le rôle déterminant du PIP dans les infrastructures et sur une amélioration de l'environnement des affaires sur la base de stratégies de marketing et de certification. La mesure dans laquelle ces mesures bénéficieront directement à la population et favoriseront le tourisme à forte valeur ajoutée pèsera sur la relance de l'économie face aux chocs extérieurs à moyen terme, sur le taux de pauvreté et, en dernier lieu, sur la bonne réussite du PIP. La reprise des flux d'IDE sera par ailleurs déterminante à l'échéance du PIP, car le pays dépend des financements extérieurs pour les grands programmes d'investissement.

Pour amortir l'impact de la crise et restructurer l'économie depuis le passage du Cap-Vert dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire (PRI), les pouvoirs publics ont renforcé le PIP 2010-12 en vue de remédier aux principales faiblesses des secteurs du transport, de l'énergie et de l'eau. En raison des dépenses impliquées par le PIP, le déficit budgétaire s'est considérablement aggravé, passant de 6.3 % du budget en 2009 à 13.7 % en 2010, et il restera vraisemblablement élevé en 2011.

Pour réduire sa forte dépendance aux importations pétrolières pour sa production d'électricité, le Cap-Vert a établi un plan évalué à 300 millions de dollars (USD) visant à couvrir 25 % de ses besoins au moyen d'énergies renouvelables en 2011 et 50 % à l'horizon 2020. Le pays développe des parcs d'éoliennes qui devraient entrer en service en juin 2011 sur les îles de Sal, Boa Vista, Santiago et São Vicente, et devraient générer 28 mégawatts (MW). Il s'agit du premier projet éolien de grande envergure en Afrique et du premier partenariat public-privé (PPP) d'Afrique subsaharienne en matière d'énergies renouvelables.

Le Cap-Vert est l'un des rares pays d'Afrique en mesure de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon 2015. Quatre des huit objectifs - l'école universelle, l'égalité des sexes, la réduction de la mortalité infantile et l'amélioration de la santé maternelle - ont été atteints fin 2010. La pérennité de ces résultats repose en grande partie sur l'appui des donateurs. En 2010, certains d'entre eux ont toutefois cessé leur aide à divers secteurs sociaux. Avec son statut de PRI, le Cap-Vert doit aujourd'hui faire face à un accès réduit aux prêts à conditions préférentielles. Le pays a demandé à bénéficier jusqu'en 2015 des instruments accordés aux pays moins avancés (PMA), faisant valoir que cette prolongation suffirait à résorber plusieurs goulets d'étranglement structurels.

Conformément aux termes de la stratégie de transformation économique (STE) de 2003, le PIP vise à attirer les investissements privés sur la période 2011-12 en favorisant les grappes de croissance : tourisme, pêche,

création d'une plateforme de transport maritime, nouveaux services financiers et de technologies de l'information. Malgré ses efforts pour valoriser sa situation géopolitique et sa stabilité économique auprès de nouveaux partenaires, les pays européens restent largement majoritaires dans les échanges commerciaux et l'investissement.

Le Cap-Vert a demandé à l'UE de prolonger son statut de PMA jusqu'en 2011, tout en négociant de nouveaux accords commerciaux parmi lesquels des services, des préférences commerciales et des quotas particuliers pour ses exportations de poisson. La coopération avec le Brésil concerne essentiellement l'éducation et le renforcement des capacités. Les échanges avec la Chine concernent la construction d'infrastructures. Le Cap-Vert renforce par ailleurs ses relations avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) dont il est membre. Depuis 2010, le pays a accueilli l'Institut de l'Afrique de l'Ouest régional de la Cedeao pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (ECREEE).

Au plan politique, les élections législatives se sont déroulées le 6 février 2011. Après une campagne au coude à coude, le parti de la majorité sortante, le *Partido africano da Independência de Cabo Verde* (PAICV), a remporté 37 des 72 sièges au Parlement. Le principal parti d'opposition, *Movimento para a Democracia* (MPD), en a obtenu 33. La quatrième élection présidentielle depuis l'indépendance est prévue au mois d'août.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

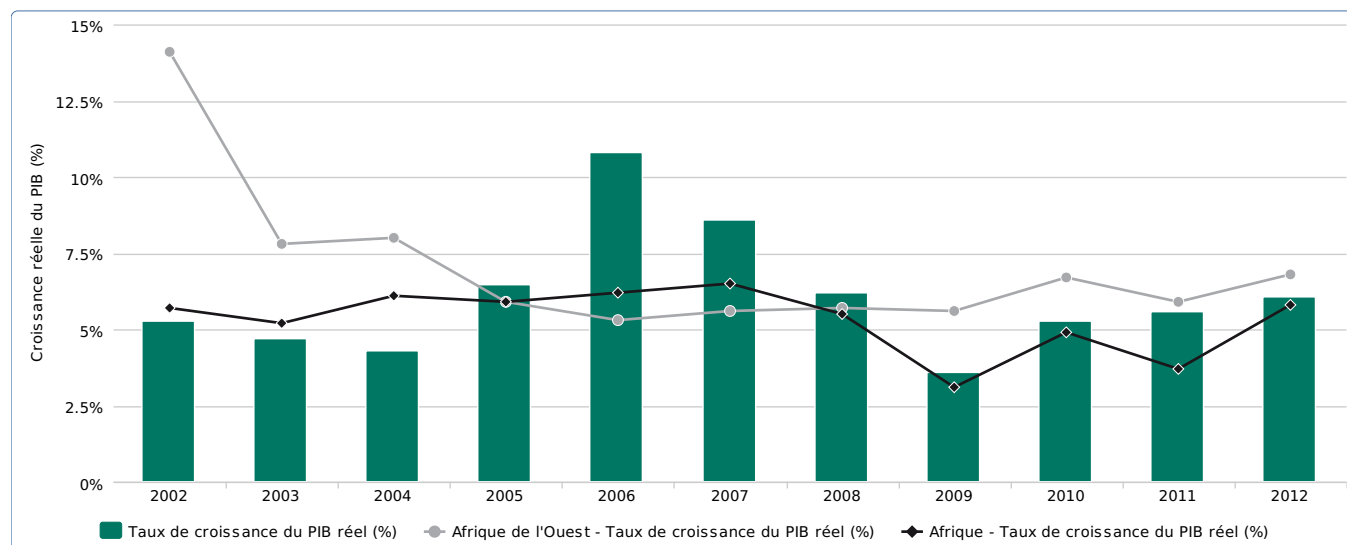
	2009	2010	2011	2012
<b>Taux de croissance du PIB réel</b>	3.6	5.3	5.6	6.1
<b>Inflation IPC</b>	1.2	2.1	3	2.1
<b>Balance budgétaire % PIB</b>	-6.3	-13.7	-11.3	-8.9
<b>Balance courante % PIB</b>	-9.9	-18.4	-15.5	-13.2

**Source :** Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414098>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (W)



**Source :** Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411742>